



facing PEACE^{PBI}

En 2019, le Centre des droits humains de Tlachinollan a fêté son 25e anniversaire.

ABEL BARRERA HERNÁNDEZ

« PBI est arrivée au Guerrero au moment où la violence politique avait atteint un point critique. »

Peace Brigades International a été la première organisation internationale à accompagner les organisations locales de défense des droits humains dans l'État de Guerrero, à partir de 2001. Dans une interview avec PBI, Abel Barrera Hernández, directeur du Centre des droits humains de Tlachinollan à Ayutla de los Libres, revient sur le chemin parcouru ensemble dans la lutte pour la justice.

Quelle était la situation au Guerrero il y a vingt ans?

Abel Barrera Hernández: Le Guerrero connaissait un climat d'extrême violence et l'armée contrôlait l'État fédéral. Les soldats ont torturé de nombreuses personnes qu'ils soupçonnaient d'appartenir à la guérilla. En 1998, les forces armées ont exécuté onze jeunes hommes autochtones lors d'un massacre à El Charco. La violence politique s'est progressivement institutionnalisée et il a fallu faire comprendre aux autorités qu'elles ne pouvaient pas utiliser leur pouvoir de cette manière.¹

¹ Entre 1994 et 2000, le gouvernement du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) a mené une politique répressive systématique contre les mouvements sociaux, en réponse au soulèvement de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) au Chiapas en 1994 et de l'Armée Populaire Révolutionnaire (ERP) au Guerrero en 1996.

20 ANS DE PBI-MEXIQUE

2000-2020

GUERRERO: JUSTICE POUR VALENTINA ROSENDO CANTÚ

Valentina Rosendo Cantú a été violée le 16 février 2002, à l'âge de 17 ans, lors d'un interrogatoire par des membres de l'armée dans son village au Guerrero. Avec le soutien de plusieurs organisations, dont Tlachinollan et PBI, elle s'est battue pour obtenir justice et a finalement, en 2018, reçu un verdict historique condamnant les responsables du crime.





L'équipe de Tlachinollan avait-elle des réserves vis-à-vis de PBI?

Abel Barrera Hernández: Il n'y a pas eu de réserves émises de notre part, mais le service de renseignement local a répandu la rumeur selon laquelle les ONG finançaient des groupes violents. Cette idée continue de circuler aujourd'hui. Nous avons observé une attitude très dédaigneuse envers les organisations internationales à cette époque. Elles ont été accusées d'ingérence dans la vie publique et des campagnes de diffamation ont été lancées.

Quel rôle a joué la présence de PBI au Guerrero?

La présence de PBI sur le terrain s'est révélée très importante car les volontaires ont observé et documenté des violations des droits humains. Pendant cette période, deux femmes autochtones accompagnées par PBI, Valentina Rosendo Cantú et Inés Fernández Ortega, ont rencontré de nombreux obstacles pour obtenir justice après avoir été toutes deux violées par des soldats. Porter des accusations contre l'armée comportait de grands risques car elle était - et reste - intouchable.

Comment PBI a-t-elle soutenu Tlachinollan?

PBI a aidé l'organisation à établir des contacts avec les autorités fédérales. Dès le début, nous avons estimé qu'il était important que PBI soit présente à Mexico afin d'assurer un travail de sensibilisation aux niveaux national et international. Ce sont d'ancien·ne·s volontaires PBI qui ont mis en place le travail de plaidoyer international à Tlachinollan. PBI a documenté nos accompagnements à Chilpancingo, à Tlapa et sur la Costa Grande afin de les promouvoir en dehors de l'État et du pays. Les Speaking Tours internationaux constituent un autre élément important. En Europe, nous nous sentons en sécurité et pouvons faire entendre nos préoccupations.

COAHUILA : RÉCUPÉRATION DES CORPS DES VICTIMES DE LA MINE DE CHARBON PASTA DE CONCHOS

Le 19 février 2006, une explosion de méthane a coûté la vie à 65 mineurs de la mine de charbon Pasta de Conchos dans l'État de Coahuila. Depuis 14 ans, l'organisation Familia Pasta de Conchos commémore cette tragédie. Selon l'organisation, la compagnie minière n'a jamais vraiment fait avancer les opérations de secours afin que les mauvaises conditions de travail dans la mine ne soient pas révélées au grand jour. Après de nombreuses années de lutte inlassable, une lueur d'espoir pour les proches des victimes est apparue en 2019 : les autorités mexicaines se sont engagées à récupérer les 63 corps restants dans la mine. PBI soutient Familia Pasta de Conchos depuis 2014 en raison des menaces et de la diffamation auxquelles est exposée tout particulièrement sa responsable Cristina Auerbach.



VILLE DE MEXICO : ENGAGEMENT EN FAVEUR DES PRISONNIERS POLITIQUES

Lorsque les activistes et frères Alejandro, Héctor et Antonio Cerezo Contreras ont été arrêtés, torturés et enfermés dans une prison sous haute sécurité le 13 août 2001, leur frère Francisco, leur sœur Emiliana ainsi que leurs ami·e·s ont fondé le Comité Cerezo. Les trois frères étaient accusés d'avoir perpétré des attentats dans des succursales d'une banque à Mexico. En 2002, après plusieurs menaces à l'encontre de Francisco et Emiliana, PBI a commencé à leur fournir un accompagnement protecteur dans la capitale. En 2007, Alejandro a été libéré et, deux ans plus tard, Héctor et Antonio ont également été relâchés. Le Comité Cerezo s'engage pour la défense et la promotion des droits humains et pour les victimes de répression politique. Les membres de l'organisation sont toujours accompagné·e·s par PBI à ce jour.



MARION FICHET:

« Résumer mon expérience avec PBI en deux mots ? Intense et enrichissant ! »

Marion Fichet a passé deux mois au Mexique en tant que volontaire PBI, avant que la pandémie de Covid-19 ne la force à rentrer en France. Elle témoigne de son expérience ainsi que de la difficulté à devoir rentrer avec le sentiment d'une mission avortée.

Alors qu'elle termine son Master en Solidarité internationale, Marion Fichet découvre PBI pendant un week-end sur l'intervention civile de paix organisé par PBI France et d'autres ONG à Paris. Convaincue par les principes de non-ingérence et de décision par consensus, elle décide de partir en tant que volontaire au Mexique, un pays qui lui tient à cœur.

La non-ingérence, un principe à l'épreuve de la pratique

Après quelques semaines d'acclimatation dans la maison des volontaires à Oaxaca, dans le sud du Mexique, Marion effectue son premier accompagnement physique dans l'isthme de Tehuantepec. Ces trois jours aux côtés de la communauté d'Unión Hidalgo, qui lutte pour exiger que la population locale soit consultée et qu'il y ait davantage de transparence quant à la mise en œuvre d'un mégaprojet éolien, lui font prendre conscience que le principe de non-ingérence n'est pas simple à appliquer. Marion se sent particulièrement concernée du fait que ce mégaprojet est porté par une filiale d'Électricité de France (EDF): « Avec le gilet PBI, nous savons que nous représentons l'organisation au-delà de notre propre personne, ce qui crée une certaine distance par rapport aux défenseurs·euses que nous rencontrons. Il s'agit d'être dans une écoute active et dans une position d'observateur·trice jugeant et apportant des outils concernant leur sécurité uniquement. Notre mission peut parfois générer un sentiment de frustration et d'impuissance car nous restons en marge de leur lutte. » Malgré cela, Marion tient ce principe pour primordial, car nécessaire à l'articulation entre son engagement et son regard critique quant à son statut privilégié de volontaire internationale.

Un retour précipité par la pandémie de Covid-19

Malheureusement, Marion n'aura pas pu remettre ce principe à l'épreuve de la pratique. En effet, à la mi-mars, tandis que le gouvernement mexicain continuait de minimiser la pandémie, PBI Mexique décide de suspendre la totalité des accompagnements physiques par précaution sanitaire. Quelques jours plus tard, le projet prend la décision de fermer temporairement les équipes du Nord (Chihuahua/Coahuila) et du Sud (Oaxaca/Guerrero) et de rapatrier les personnes volontaires dans leur pays d'origine. Entre-temps, l'équipe de coordination de la ville de Mexico prendra le relais des activités d'accompagnement. L'idée d'un retour aussi précipité tombe comme un coup de massue pour Marion: en plus de l'inquiétude pour les personnes accompagnées, elle doit faire le deuil d'une équipe, d'un lieu et surtout d'une mission dans laquelle elle s'était projetée un an.



Nationalité : française
Durée d'engagement : de janvier à mars 2020
Lieu d'engagement : Oaxaca, Mexique

Le soutien psychologique pour une plus grande sérénité des volontaires

Ayant bénéficié d'un suivi psychologique personnalisé, Marion affirme que ce dernier lui a été d'une grande aide, en sus des ateliers collectifs de santé mentale. Elle encourage les (futur·e·s) volontaires à profiter de ce service, offert par PBI en partenariat avec la European Association for Gestalt Therapy (EAGT),

« Il s'agit d'être dans une écoute active et dans une position d'observateur·trice jugeant et apportant des outils concernant leur sécurité uniquement. »

dès leur arrivée sur le terrain : « Cela m'a semblé essentiel d'entamer les séances avant une quelconque épreuve : la psychologue m'a permis de porter un regard distancié sur mon expérience et de gérer plus sereinement ce changement abrupt ». Aujourd'hui, Marion soutient le travail de communication et d'événementiel de PBI France par le biais d'un contrat temporaire. L'ex-volontaire considère cette transition opportune pour poursuivre différemment son engagement pour la défense des droits humains.

OAXACA: RÉSISTANCE AUX MÉGAPROJETS ÉOLIENS

Dans l'isthme de Tehuantepec, au sud du Mexique, PBI accompagne depuis 2011 les défenseurs et défenseuses des droits humains menacé·e·s en raison de leur résistance pacifique à des mégaprojets transnationaux. La communauté de pêcheurs autochtones Unión Hidalgo souffre des effets négatifs générés par d'énormes parcs éoliens depuis 2004. Dans le cadre du projet d'infrastructure Corredor Transístico, le parc éolien Gunaa Sicarú est actuellement en construction avec la participation de l'entreprise Électricité de France (EDF), bien que la population locale n'ait pas été suffisamment informée et consultée, et que les dommages causés par les parcs éoliens déjà existants n'aient pas été évalués.





Andrea Nagel

« Je reste impliquée au sein de l'association en tant que donatrice régulière, car je considère que PBI peut vraiment faire une différence pour la défense des droits humains. »

Andrea Nagel a quitté son poste de directrice chez PBI Suisse en mars 2020, au moment même où la population suisse se voyait confinée dû à la pandémie de Covid-19. Elle s'est entretenue avec Eva Guerreiro, stagiaire de PBI, sur les six années qu'elle a passées au sein de l'organisation. L'occasion de revenir sur ses impressions et les moments forts.

PBI: Tu as quitté PBI en mars 2020, après six années au poste de directrice. Quels ont été tes sentiments et impressions au moment de ton départ ?

Andrea Nagel: Je sais déjà que les rencontres avec des personnes impressionnantes qui défendent les droits de leurs communautés dans des circonstances difficiles me manqueront. Ce qui me vient ensuite à l'esprit est la très belle unité qui règne au sein de PBI Suisse. L'équipe et le Comité regardent dans la même direction et travaillent main dans la main pour accompagner l'organisation vers l'avant. Malheureusement, la pandémie de Covid-19 ne m'a pas permis de faire mes adieux de vive voix; cette étape ne me semble donc pas totalement derrière moi.

En 2019, il s'est avéré difficile de trouver des volontaires suisses prêt·e·s à s'engager sur le terrain. Pourtant, tu considères que ces derniers·ères représentent un atout particulier pour PBI. Pourquoi ?

Les volontaires jouent un rôle essentiel pour PBI. D'abord, ils·elles rendent possible l'accompagnement protecteur de défenseuses et défenseurs des droits humains en danger; ainsi que la visibilité de leurs luttes. Ensuite, ils·elles représentent de véritables multiplicateurs·trices pour PBI Suisse. En faisant un lien avec le terrain, les volontaires donnent corps à la mission de l'organisation, permettent d'étendre le réseau de PBI Suisse et participent ainsi au renouvellement constant de l'organisation.



Quels sont les défis que PBI Suisse doit relever à l'avenir ?

La question du financement des activités de PBI en Suisse reste une épine dans le pied de l'organisation. Les conditions se révèlent chaque fois plus compétitives et il s'avère parfois frustrant de continuellement rechercher des fonds, alors que nous aimerions pouvoir agir concrètement et nous consacrer pleinement aux projets sur le terrain, au plaidoyer et à la sensibilisation. J'espère cependant que la création de l'Association PBI Suisse romande permettra de mieux renforcer nos liens avec une partie importante de nos donateurs·trices.

De quelle manière ce poste de directrice chez PBI Suisse a-t-il impacté ta carrière professionnelle ?

Se retrouver à la direction d'une ONG qui adopte un fonctionnement horizontal est exigeant. Tu as une responsabilité importante, mais tu n'es pas censée t'imposer. Au cours de ces six années, j'ai appris à diriger une équipe selon l'approche du consensus. Il s'agit de trouver un juste milieu entre convaincre le reste de l'équipe, prendre en compte l'avis des autres et faire confiance aux collègues plus compétentes que soi dans certains domaines. Cela représente un véritable défi pour une responsable.

PBI Suisse tient à remercier vivement Andrea Nagel pour son engagement durant ces années et lui souhaite tout le meilleur pour la suite, ainsi que beaucoup de succès dans son nouveau poste de directrice du cfd, l'ONG féministe pour la paix.

Avec un legs, vous protégez les défenseuses et défenseurs des droits humains.

Merci !

Peace Brigades International Suisse
S'engager pour la paix et les droits humains

Compte postal :

17-519476-6

IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6

peacebrigades.ch



Votre don en bonnes mains.



Peace Brigades International
Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne, 031 372 44 44
Rue du Valais 9, 1202 Genève, 058 058 80 90
info@peacebrigades.ch